

Landry croit que le Québec sera traité en État «presque» souverain

MICHEL DOLBEC
PRESSE CANADIENNE

Paris — Au sommet francophone de Cotonou en fin de semaine prochaine, le Québec sera perçu comme un État presque souverain, croit le vice-premier ministre Bernard Landry.

«Avec le genre de NON qu'on a eu au référendum, on arrive avec une crédibilité immense, comparable à celle que nous aurait donné une victoire», a déclaré M. Landry quelques heures avant de quitter Paris pour la capitale béninoise (où il remplacera le premier ministre Jacques Parizeau). «L'analyse de la plupart des participants, c'est que la souveraineté n'est plus qu'une question de temps. Ça nous donne la crédibilité non pas d'un État souverain, mais d'un État qui le sera bientôt. En matière de coopération, notamment, tout le monde va faire des anticipations en pensant que l'ACDI aura bientôt son pendant québécois et que c'est à Québec que se décideront les choses dans un avenir prévisible.»

Tout cela ne change rien au niveau institutionnel: le statut du Québec au sein de la famille francophone, celui de «gouvernement participant», demeure le même. La donne politique à Cotonou sera en revanche complètement différente. Il s'agira du premier sommet auxquels participeront le président Jacques Chirac et le premier ministre canadien Jean Chrétien.

Ce sera surtout la première fois que les souverainistes occuperont les fauteuils de la délégation québécoise. Ces derniers comptent bien utiliser toute leur marge de manœuvre, d'autant que, selon Bernard Landry, «la hausse de crédibilité des Québécois est inversement proportionnelle à celle de M. Chrétien».

Reste à voir quelle sera la stratégie de Jean Chrétien, qui interviendra dès la séance d'ouverture du sommet. Les stratèges québécois croient qu'il pourrait être tenté, un mois après le référendum, de réduire la portée du vote et de banaliser la place du Québec.

Il est acquis que le sommet de Cotonou permettra de tourner la page sur les éternelles et violentes querelles franco-canadiennes sur les institutions francophones. En fin de semaine, les chefs d'États et de gouvernements adopteront en effet la plus importante réforme institutionnelle de l'histoire de la francophonie. Dès son entrée en fonction en mai dernier, la secrétaire d'État française à la Francophonie, Marie Sudre, avait annoncé sa volonté de mettre un terme à la crise institutionnelle. Elle doit pour une large part d'y être parvenue au représentant personnel du premier ministre québécois, Michel Lucier, vieux routier de la Francophonie, qui a joué dans cette affaire un «rôle crucial», confirme-t-on de toutes parts.

Le Devoir, 27 novembre 1995, p. A-2